

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## IMMEUBLE ARGONNE Recouvrement de joints de vitrage amiantés

Maîtrise d'ouvrage



**l'Assurance  
Maladie**  
Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale  
Île-de-France

CRAMIF  
17/19 avenue de Flandre  
75019 PARIS

Maîtrise d'œuvre



BLG BUILDING GROUP  
5 rue Michel Peter  
75013 PARIS

Phase :  
DCE

Emetteur :  
BLG Building Group

N° affaire :  
2501MA0142

Date :  
24/03/2025

Indice :  
0 - Création

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1. Objet du CCTP .....   | 4  |
| 2. Présentation du projet.....                                 | 4  |
| 2.1. Présentation du site et contexte .....                    | 4  |
| 2.2. Présence d’amiante .....                                  | 4  |
| 2.3. Périmètre des travaux .....                               | 5  |
| 2.4. Préparation des zones d’intervention .....                | 5  |
| 2.5. Pose des joints de recouvrement .....                     | 6  |
| 2.6. Choix des produits .....                                  | 7  |
| 2.7. Métrologie.....   | 7  |
| 2.8. Traitement des déchets contaminés .....                   | 7  |
| 3. Organisation des travaux .....                              | 7  |
| 3.1. Contraintes .....   | 7  |
| 3.2. Organisation des travaux et horaires d’intervention ..... | 8  |
| 3.3. Installations de chantier .....                           | 8  |
| 3.4. Plan de prévention .....                                  | 8  |
| 3.5. Délai de réalisation .....                                | 9  |
| 4. Prescriptions générales.....                                | 9  |
| 4.1. Dispositions générales .....                              | 9  |
| 4.2. Etendu de la prestation .....                             | 9  |
| 4.3. Visite et connaissance des lieux.....                     | 10 |
| 4.4. Consistance du CCTP et des pièces annexées au DCE.....    | 10 |
| 4.5. Textes réglementaires .....                               | 11 |
| 4.6. Qualification de l’entreprise et du personnel .....       | 11 |
| 4.7. Sous-traitance et prestataires .....                      | 12 |
| 4.8. Accès au site .....                                       | 12 |
| 4.9. Coactivité.....   | 12 |
| 4.10. Obligations avant le démarrage du chantier .....         | 13 |
| 4.11. Sécurité du travail.....                                 | 13 |
| 4.12. Prévention des dégradations.....                         | 14 |
| 4.13. Nettoyage du chantier .....                              | 14 |
| 4.14. Nuisances .....  | 15 |
| 4.15. Garanties du matériel.....                               | 15 |
| 4.16. Réunion de chantier .....                                | 15 |
| 4.17. Documents présents dans les bureaux de chantier .....    | 16 |
| 5. Travaux préparatoires.....                                  | 16 |

|      |   |    |
|------|---|----|
| 5.1. | Période de préparation .....  | 16 |
| 5.2. | Modes opératoires .....   | 16 |
| 5.3. | Installations de chantier .....   | 17 |
| 6.   | Généralités travaux amiante.....  | 18 |
| 6.1. | Travaux préparatoires, protections collectives et protections individuelles ..... | 19 |
| 6.2. | Métrologie amiante.....   | 20 |
| 7.   | Gestion des déchets.....  | 21 |
| 7.1. | Gestion des déchets dangereux.....  | 21 |
| 8.   | Restitution du site.....  | 22 |
| 8.1. | Réception des travaux .....   | 22 |
| 8.2. | Rapport de fin de travaux .....   | 23 |
| 9.   | Acceptation du CCTP.....  | 23 |

## 1. Objet du CCTP

Le présent document constitue le cahier des clauses techniques pour les travaux de recouvrement des joints de vitrage amiantés sur les menuiseries extérieures de l'immeuble Argonne de la CRAMIF.

Il a pour objet de définir l'étendue des prestations à prévoir par le Titulaire du marché pour mener à bien ces travaux **sous mode opératoire en Sous-Section 4**, mais également tous les travaux afférents, tels que la sécurisation des zones de travaux, la préservation des ouvrages mitoyens à conserver en l'état.

**Les travaux seront réalisés en site occupé et en horaires décalés.**

Le présent cahier des charges définit une obligation de résultats. L'organisation pratique doit respecter en tous points les exigences réglementaires et le phasage défini par la maîtrise d'œuvre.

Le respect des dispositions réglementaires et de délai détermine l'obligation de moyens.

## 2. Présentation du projet

### 2.1. Présentation du site et contexte

Le bâtiment situé au 17 place de l'Argonne dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, s'étendant sur 10 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, abrite les locaux administratifs de la CRAMIF dans les niveaux R+8, R+9 et R+10.

Des joints de vitrage amiantés ont été identifiés sur les menuiseries extérieures de ces niveaux. Suite à cette découverte, et par mesure de précaution, l'entretien des menuiseries ainsi que le nettoyage des vitres ont été temporairement suspendus.

Le maître d'ouvrage envisage donc de recouvrir les joints de vitrage amiantés coté intérieur pour assurer leur sécurisation.

### 2.2. Présence d'amiante

Le rapport de repérage amiante avant travaux n°BG-2501-0993-VSA-Joints Menuiserie réalisé par Biogoujard en date du 30/01/2025 met en évidence la présence d'amiante dans les joints de vitrage des menuiseries extérieures.



Joint de vitrage  
contenant de l'amiante

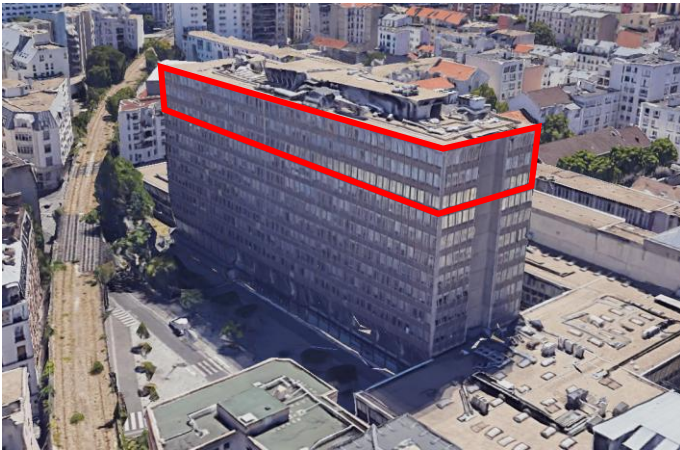


Il convient de noter que certains joints présentent, par endroits, un état de dégradation.


## 2.3. Périmètre des travaux

### 2.3.1. Localisation des menuiseries

Les travaux de recouvrement des joints de vitrage amiantés par un mastic spécial verre/menuiserie concerneront les menuiseries extérieures de l'ensemble des locaux des niveaux R+8, R+9 et R+10 du bâtiment, et uniquement les joints côté intérieurs.



### 2.3.2. Nombres et dimensions des menuiseries

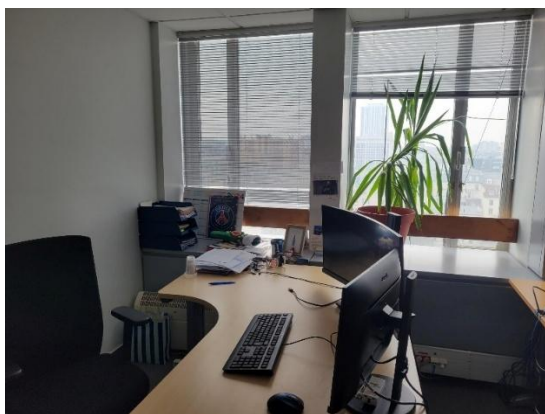
|   |  |  |   |
|---|--|--|---|
|  | <p>Quantité :</p> <p>128 fenêtres par niveau,<br/>soit <b>384</b> au total</p> | <p>Dimensions des vitrages :</p> <p>Ouvrant : 1,8 x 0,70 m</p> <p>Fixe : 1,8 x 0,265 m</p> | <p>Linéaire de joints à recouvrir :</p> <p>Ouvrant : 384 x 5 ml = 1920 ml</p> <p>Fixe : 384 x 4,13 m = 1586 ml</p> <p><b>Total : 3 506 ml</b></p> |
|---|--|--|---|

Les quantités et dimensions sont données à titre indicatif.

## 2.4. Préparation des zones d'intervention

Avant l'intervention du Titulaire, les occupants devront enlever leurs effets personnels placés sur les tablettes de fenêtre et libérer les locaux où les travaux seront réalisés.

Si nécessaire, le mobilier situé devant les menuiseries sera déplacé par le Titulaire avant l'intervention et remis en place une fois les travaux terminés.



## 2.5. Pose des joints de recouvrement

**Les travaux seront réalisés sous mode opératoire en Sous-Section 4 au terme de la réglementation applicable. Le Titulaire devra disposer d'encadrants et de compagnons ayant suivi une formation au risque amiante (au minimum niveau SS4).**

La mise en place des équipements de protection collective et le choix des équipements de protection individuelle devront s'effectuer en fonction de l'évaluation des risques du Titulaire, conformément aux exigences réglementaires.

La pose des joints de recouvrement devra être réalisée selon la méthodologie suivante :

- Etant donné la largeur de la tablette de fenêtre, il sera inévitable de travailler dessus pour accéder à la fenêtre. Afin de répartir les charges et d'éviter tout dommage, une planche en bois devra être mise en place sur la tablette ;
- Protéger la tablette de fenêtre et le mobilier/équipement situé à proximité immédiate des fenêtres par un film polyane ;
- Aspirer la surface des joints amiantés avec un aspirateur équipé d'un filtre THE ;
- Nettoyer la zone où le joint sera posé (vitrage et châssis) à l'aide de chiffons humides ;
- Après séchage des bords du vitrage, appliquer le silicone le long du joint à l'aide d'un pistolet à silicone, utiliser un outil de lissage approprié pour lisser le joint et enlever tout excès de silicone ;
- Nettoyer immédiatement les éventuelles bavures de silicone à l'aide d'un chiffon propre et humide ;
- Nettoyer avec soin les équipements utilisés, la zone de travail à l'aide de chiffons humides, puis retirer le film polyane ;
- Tous les déchets de de polyane, de consommables ayant servi au nettoyage des vitres et des outils, ainsi que les EPI devront être mis dans des déchets siglés amiante, puis évacués de la zone d'intervention.
- Aérer les locaux ;
- Mettre un affichage sur les menuiseries pour rappeler aux occupants de ne pas manipuler les vitrages et de ne pas toucher aux joints pendant 24 heures.

Localisation : Périmètre de travaux défini au paragraphe 2.3.1

## 2.6. Choix des produits

Le recouvrement des joints de vitrage amianté sera réalisé avec un mastic silicone spécial verre/menuiserie, de type SikaSeal - 162 Vitrage, ou similaire.

Le Titulaire devra préciser dans son offre les fiches techniques des produits qu'il propose.

## 2.7. Métrologie

Dans le cadre d'une intervention sous mode opératoire SS4, le Titulaire devra réaliser des mesures d'empoussièrement pour :

- Vérifier le respect de la valeur limite de l'exposition professionnelle (VLEP) des travailleurs ;
- Vérifier l'absence de pollution dans l'environnement de l'intervention.

Ces mesures sont réalisées une fois par semaine.

## 2.8. Traitement des déchets contaminés

Les déchets potentiellement contaminés par l'amiante (polyane, chiffons, EPI, etc..) seront traités en installation de stockage des déchets dangereux (ISDD, ancienne classe 1).

# 3. Organisation des travaux

## 3.1. Contraintes

### 3.1.1. Site occupé

Le site sera en activité pendant les travaux. Le Titulaire devra tenir compte de cet environnement et prendre toutes les dispositions nécessaires pour intervenir en site occupé.

L'activité du site sera maintenue en permanence. Les travaux ne doivent en aucun cas impacter le fonctionnement normal du site.

Lors de l'intervention du Titulaire, les occupants devront quitter les locaux où les travaux auront lieu.

Le mobilier situé devant les menuiseries sera déplacé puis remis en place par le Titulaire à la fin de l'intervention.

### 3.1.2. Gestion des approvisionnements et évacuations des déchets

Le Titulaire fera son affaire de toutes les contraintes de circulation et d'accès au site, et devra au titre de son marché la gestion des approvisionnements et évacuations sur le chantier.

Les livraisons/évacuations seront programmées et cadencées selon un planning d'exécution qui sera mis en place au démarrage du chantier. Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurisation des vacations de livraison/évacuation sur la voie publique, et garantir la continuité des flux piétons sur trottoir en toute sécurité.

### 3.2. Organisation des travaux et horaires d'intervention

Lors de l'intervention du Titulaire, les locaux devront être inoccupés.

Compte tenu de la nature du site (bureau administratif) et de la complexité liée à la coordination des évacuations des locaux en fonction de l'avancement des travaux – dont le rendement et la vitesse d'exécution ne peuvent être précisément définis à ce stade –, **ces derniers seront réalisés en horaires décalés, entre 19h et 8h, afin de limiter au maximum les perturbations sur l'activité du site.**

L'organisation détaillée des interventions sera définie lors de la première réunion de chantier.

### 3.3. Installations de chantier

#### 3.3.1. Cantonnement de chantier

Des locaux comprenant réfectoire, vestiaires et sanitaires seront mise à disposition du Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

De plus, un local dédié au stockage du matériel et des déchets sera également mis à disposition.

Le Titulaire devra veiller à la propreté de ces locaux pendant toute la durée du chantier.

#### 3.3.2. Consignation des réseaux

L'activité du site étant maintenue, aucune intervention n'est prévue sur les équipements et réseaux techniques du site. Par conséquent, aucune consignation ne sera réalisée.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection des équipements et réseaux situés à proximité immédiate de ses zones d'intervention. Aucun défaut sur les installations ci-dessus ne sera admis. La réparation de tout endommagement sera à la charge du Titulaire.

#### 3.3.3. Consommations

Les consommations d'eau et d'électricité seront prises en charge par le Maître d'Ouvrage pendant toute la durée des travaux.

Le Titulaire mettra en place de l'affichage et réalisera des quarts d'heure environnement permettant de sensibiliser les compagnons sur la réduction des consommations.

#### 3.3.4. Protection des ouvrages conservés

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection des ouvrages situés à proximité immédiate de ses zones d'intervention.

### 3.4. Plan de prévention



Le Titulaire assurera les travaux dans le respect de la législation en vigueur. Les situations à risques seront identifiées et redressées en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

Un plan de prévention sera élaboré avant le début des travaux. Ce document vise à identifier et prévenir, par une coordination générale, les risques liés à l'interférence entre les activités, installations, matériels lors de l'intervention d'entreprises extérieures au sein d'une entreprise utilisatrice.

### 3.5. Délai de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est de 4 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, dont 2 semaines de période de préparation de chantier et 2 semaines d'exécution des travaux.

Le Titulaire a toutefois la possibilité d'optimiser ce planning, et devra fournir son planning d'exécution détaillé qui sera intégré aux pièces contractuelles du marché, et devra impérativement le respecter.

## 4. Prescriptions générales

### 4.1. Dispositions générales

Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser.

Le fait de formuler une offre implique l'acceptation sans réserve des conditions d'exécution du marché.

Toutes les prestations et la mise en œuvre de tous moyens nécessaires pour parvenir à leur exécution seront exigées.

### 4.2. Etendu de la prestation

Les prestations objet du marché sont à réaliser conformément aux textes réglementaires et normatifs, ainsi qu'aux exigences du présent document.

Le Titulaire étant soumis aux Règles de l'Art, il doit, outre les ouvrages énumérés au présent descriptif, tous les menus travaux de sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait et complet achèvement.

La prestation devra comprendre sans que la liste ci-dessous puisse être considérée comme exhaustive (à la charge du Titulaire) :

- Les études d'exécution, les notes méthodologiques et les plans nécessaires à la réalisation du chantier ;
- L'établissement et soumission à l'approbation des organismes de prévention officiels des modes opératoires SS4, et PPSPS ;
- L'aménagement, la préparation l'isolement et le balisage des zones de chantier (zones d'approches, zones de chargement, zones logistiques, zones de stockages temporaires des déchets, les signalétiques réglementaires, etc..) ;
- La fourniture et pose des installations de chantier nécessaires ;
- La mise en place des moyens d'accès (échafaudages, platelage, nacelles, etc..) y compris les vérifications par bureaux de contrôle agréés ;
- Les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des travaux.
- La protection des ouvrages, des locaux avoisinants, et des réseaux en service ;
- La protection des ouvrages conservés avec des moyens de protections adaptés ;
- La mise en place des dispositifs et des moyens de protection collective ;

- La fourniture et mise en œuvre des joints de recouvrement ;
- Les mesures d'empoussièrement ;
- La gestion administrative et évacuation des déchets en centre de traitement approprié ;
- La fourniture des rapports de fin d'intervention.

#### 4.3. Visite et connaissance des lieux

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le dossier, le Titulaire doit procéder à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition des ouvrages existants et des divers aménagements intérieurs restant en place, ainsi que les difficultés et sujétions d'exécution. Le titulaire est donc tenu de contrôler et de compléter, par un examen sur place les indications qui lui sont fournies dans les pièces écrites, les pièces annexes jointes au dossier et les pièces graphiques.

Lors de la visite obligatoire des lieux, il vérifiera l'exactitude des informations portées sur les plans et les pièces écrites et prendra la juste mesure des contraintes particulières liées à la configuration du site, la nature des voies d'accès, les abords, servitudes qui pourraient avoir une incidence directe ou indirecte sur le déroulement des travaux.

Au besoin il est en mesure de solliciter le maître d'ouvrage ou ses représentants habilités pour recueillir les compléments d'informations qu'elle jugerait utiles pour l'établissement de son offre.

Le titulaire est donc réputé être en mesure d'apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et à son environnement et en avoir tenu compte dans son offre. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité ou délai complémentaire.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre identification de tous les déchets et l'évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre.

Pour les ouvrages non visibles, en dehors des éventuels éléments contenant de l'amiante de nature nouvelle et non évoqués dans le diagnostic amiante annexé au présent marché ou dans le présent document, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre.

Il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier la remise en cause des travaux et leur parfait achèvement, ainsi que les incidences dues à l'état des constructions existantes, y compris celles mitoyennes de l'opération, des difficultés d'accès et d'organisation de chantier étant entendu que le Titulaire s'est rendue compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, s'il constatait une quelconque omission ou imprécision, elle devrait immédiatement le signaler au maître d'ouvrage ou ses représentants habilités pour obtenir les renseignements complémentaires avant remise de son offre.

Par le fait de soumissionner, le Titulaire contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la prestation du marché.

Une visite obligatoire des lieux sera programmée préalablement à la remise des offres avec la maîtrise d'œuvre dépollution et la maîtrise d'ouvrage ou son représentant à une date ultérieure.

#### 4.4. Consistance du CCTP et des pièces annexées au DCE

Le présent CCTP régit les travaux objet du marché, qui devront être réalisés et aboutir à leur parfait achèvement. Il est complété par différents rapports de repérage, diagnostics, plans, etc.. fournis en annexe.

Il appartient cependant au Titulaire de demander toutes vérifications ou investigations supplémentaires qu'elle jugerait utiles pour la constitution de son offre.

#### 4.5. Textes réglementaires

Dans l'étude et l'exécution de son marché, le Titulaire devra tenir compte des lois, stipulations, décrets, ordonnances, circulaires, arrêtés, textes officiels, normes applicables, DTU, aux dispositions des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, aux règles de l'art etc..., s'appliquant aux travaux à exécuter et à l'ouvrage considéré en vigueur à la date de démarrage des travaux, et en particulier tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, éventuellement municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir de la méconnaissance de l'un des quelconques textes entrant dans l'élaboration du présent programme.

Si, au cours des travaux, de nouvelles dispositions réglementaires entraînent en vigueur, le Titulaire serait tenu d'en informer sans délais le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, et de leur préciser les éventuelles incidences techniques et financières qui en découlent afin de s'y conformer. Cependant, si une évolution de la réglementation applicable est imminente et/ou connue avant sa promulgation lors de l'établissement de son offre, le Titulaire, en tant que « sachant », est réputé l'avoir prise en compte et, de fait, ne pourra prétendre à l'application de la présente disposition.

Le Titulaire devra, dans les phases préparatoires de chantier d'exécution et de réception, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques contractuels.

Il est en outre responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant.

#### 4.6. Qualification de l'entreprise et du personnel

Conformément aux articles R.4412-87 et R.4412-117 du Code du Travail pour les travaux susceptibles d'exposer à des fibres d'amiante, le personnel intervenant doit avoir reçu une formation sur les risques liés aux techniques employées et sur l'utilisation en toute sécurité des équipements de protection collective et individuelle. Les attestations de formation seront à fournir.

Ces travaux soumis à une surveillance médicale renforcée. Les salariés ne peuvent être affectés à ces travaux qu'après une visite médicale préalable.

Par ailleurs, le Titulaire affectera au chantier, à minima, dans le cadre de la réalisation des présents travaux, des personnels dotés des formations et habilitations suivantes en cours de validité :

- SST ;
- Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (chariot et/ou nacelle) si mise en œuvre d'engins sur le présent chantier ainsi que les autorisations de conduite correspondantes ;
- Formation ADR du personnel (amiante) obligatoire pour les travailleurs intervenant dans la gestion des déchets emballage, conditionnement et chargement ;
- Contrôle et réception d'échafaudages en cas de mise en œuvre de ces équipements sur le chantier ;
- B0, H0, HOV pour tout le personnel présent sur le chantier et qualification supérieure en cas d'intervention sur les réseaux (raccordement, dévoiement, etc.).

Cette liste n'est pas exhaustive et doit être adaptée aux circonstances et contextes d'intervention que déterminera l'entrepreneur.

Préalablement au démarrage des travaux, le Titulaire sera tenu de transmettre la liste nominative des personnels et de leur niveau de qualification (attestation de formation), permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre.

#### 4.7. Sous-traitance et prestataires

Les sous-traitants ou prestataires devront être déclarés à la maîtrise d'ouvrage pour acceptation préalable, clairement identifiables et toujours accompagnés par le Titulaire.

Le fait que le Maître d'Ouvrage refuse l'agrément d'un sous-traitant ou prestataire ne peut en aucun cas entraîner une prolongation des délais d'exécution du Titulaire.

Les obligations du Titulaire décrites dans le présent CCTP s'appliquent de fait à ses sous-traitants et prestataires.

Le titulaire a un rôle de synthèse pour tout document fourni par ses éventuels sous-traitants et prestataires et reste le seul interlocuteur du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

#### 4.8. Accès au site

Chaque intervenant sur le site devra porter un badge apparent permettant son identification. L'accessibilité au site se fait selon les précisions du plan de prévention et des dispositions spécifiques d'accès.

Les voies de circulation à l'extérieur du site devront toujours être utilisables. Le Titulaire ne pourra ni en interdire l'accès, même temporairement, ni les neutraliser pour une période plus ou moins longue sans en avoir eu l'autorisation du maître d'ouvrage. Si tel devait en être le cas, le Titulaire devrait préalablement en informer les services concernés et avoir les autorisations nécessaires.

Le Titulaire doit éviter la perturbation du trafic (piéton et routier). Pour cela, il devra mettre en place un plan de circulation ainsi que la signalétique correspondante. Ce plan de circulation sera validé préalablement à l'installation du chantier.

Les approvisionnements, les évacuations et les sorties de déchets sont à effectuer aux heures de moindre fréquentation, en concertation avec le maître d'ouvrage.

Pendant toute la durée du chantier, le Titulaire mettra à disposition à minima un homme trafic qui dirigera tous les approvisionnements de matériel, ainsi que les évacuations de déchets et le repli.

L'homme trafic garantira la sécurité et la bonne coactivité entre les opérateurs de chantier amenés à cheminer dans les abords du bâtiment, et les occupants, les piétons et véhicules circulant à proximité.

#### 4.9. Coactivité

Lors des travaux, aucune coactivité ne sera possible dans les zones concernées pendant cette phase de travaux. Néanmoins, les usagers du site, ainsi que des intervenants d'autres lots sont susceptibles d'évoluer dans l'environnement des zones de travaux.

Le Titulaire devra assurer en permanence la sécurité de toute personne amenée à évoluer à proximité des zones de travaux.

Ainsi :

- Les zones de travaux devront être clairement délimitées. Ces zones sont définies dans le présent CCTP et devront être inaccessible à toute personne extérieure à l'entreprise.
- Les intervenants de l'entreprise devront pouvoir être clairement identifiés.
- Les cheminements des opérateurs vers les zones de travaux, de stockage et d'évacuation seront sécurisés et éclairés selon la réglementation en vigueur.
- Les travaux sont exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque pour la libre circulation des usagers. L'accès aux rotondes sera laissé libre en permanence.
- Un balisage réglementaire sera effectué, à l'aide de panneaux « DANGER TRAVAUX », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

#### 4.10. Obligations avant le démarrage du chantier

Avant tout démarrage de chantier, le Titulaire s'engage à effectuer l'ensemble des démarches administratives auprès des sociétés et administrations compétentes, à avoir effectué les modifications demandées le cas échéant et en avoir eu l'accord (travaux sur voiries, réseaux d'eau, consignation électrique...). Le Titulaire s'acquittera de tous les frais, taxes et démarches administratives demandés par ces organismes et respectera les diverses règles et demandes d'inspections données.

En début de chantier, un état des lieux mis en œuvre par le Titulaire sous forme d'un reportage photos (ce document sera validé par le Titulaire, le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage) pourra être demandé. Si tel était le cas, en fin de chantier un état des lieux contradictoire sera réalisé avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et le Titulaire.

Le Titulaire, à réception de son ordre de service, confirmera la date et heure d'arrivée sur le site. Le Titulaire fera réaliser dans les meilleurs délais les mesures d'empoussièrement dites « Etat initial » par un laboratoire accrédité COFRAC et transmettra les résultats de ces mesures au maître d'ouvrage et maître d'œuvre.

#### 4.11. Sécurité du travail

Le Titulaire sera responsable du chantier à la réception de l'ordre de service.

Il désignera un responsable chantier qui devra avoir délégation pour prendre immédiatement toutes les mesures qui s'imposeraient pour assurer la sécurité sur le chantier.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc.. Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement.

Il devra vérifier que le personnel possède à sa disposition et utilise, (quelle que soit la qualification), les équipements de protection individuelle.

En cas de défaut, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peut ordonner l'exécution des mesures qu'il estime indispensable, aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou délais.

Le Titulaire devra aussi se conformer à toutes les demandes et exigences de l'inspection du travail, de la CARSAT et du coordonnateur SPS.

Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

##### 4.11.1. Prévention des risques



Le Titulaire devra mettre en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention des risques.

#### **4.11.2. Prévention des accidents**

Le Titulaire du présent marché sera tenu pour responsable de tout accident sur le chantier, de quelque nature qu'il soit à compter de la prise de possession du chantier.

Le Titulaire devra, conformément à la législation en vigueur, mettre en place, et assurer le maintien de toutes protections collectives et individuelles adaptées à l'exécution et au parfait achèvement des travaux.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à une carence de moyens, de manque de protection ou de signalisation.

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire devra prévoir sur toutes les tranches horaires des travaux y compris ceux de nuit, l'organisation des secours en cas d'accident, et notamment dans le cadre du travail en phase de nettoyage amiante.

Il est rappelé qu'aucun travailleur ne doit être isolé dans la zone de travail, et que deux sauveteurs secouristes au minimum doivent faire partie intégrante de chaque équipe d'intervention (pour une équipe maximale de 9 personnes, au-delà, 1 sauveteur secouriste supplémentaire par tranche de 5 personnes).

Au démarrage de son installation de chantier, le Titulaire prendra contact avec les services de secours de la maîtrise d'ouvrage pour présenter ses procédures de secours et l'organisation spécifique mise en place pour le chantier.

Le Titulaire devra également au titre de son marché, l'ensemble des équipements nécessaires à l'accomplissement de sa mission dont au minimum un poste téléphone pour le secours.

Une liste de numéros d'appel des secours ainsi que des responsables du chantier doit être affichée en permanence à proximité du poste téléphonique et sur la porte d'accès à la zone de travail. L'organisation des secours devra être établie avec la maîtrise d'ouvrage afin respecter les procédures spécifiques du site.

#### **4.12. Prévention des dégradations**

Le Titulaire devra prendre les mesures et précautions nécessaires pour éviter que les travaux n'affectent les ouvrages voisins et devra procéder à toutes les notifications d'usage.

Le Titulaire sera tenu pour responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés lors des travaux qui se seraient produits sur les zones de chantier, abords, voies d'accès, servitudes ou voiries publiques.

El en devra tous les travaux de remise en état à neuf à l'identique et devra prendre à sa charge l'ensemble des frais directs ou indirects en découlant.

Ces dédommagements pourront, le cas échéant être destinés aux dégâts occasionnés au voisinage ou aux tiers.

#### **4.13. Nettoyage du chantier**

Il appartient à l'entreprise Titulaire du marché de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'état sanitaire au quotidien son chantier, ses zones de travail ainsi que son cantonnement afin de maintenir un état de salubrité satisfaisante.

Toutes les circulations verticales ou horizontales doivent assurer la libre circulation. Elles seront débarrassées de tout encombrant ou résidus pendant toute la période de travaux.

Les circulations seront constamment tenues propres. Il en sera de même pour les câbles électriques, élingues, fourreaux, cordages, drisses qui devront être positionnés de façon à ne pas entraver les passages ou provoquer des risques de chutes.

Les salissures des voies du domaine public par les engins et camions devront être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même. Ce nettoyage devra être quotidien.

Dans le cas d'une défaillance de la part de l'entreprise Titulaire ou d'une inobservation, le donneur d'ordre se réserve le droit de missionner une entreprise extérieure spécialisée dont les prestations seront imputées à l'entreprise défaillante.

#### 4.14. Nuisances

L'attention du Titulaire est attirée tout particulièrement sur la nécessité de réaliser les travaux objets du présent marché avec un minimum de nuisances (bruit, poussière, vibrations, etc..).

Le Titulaire devra le respect des seuils et émergences définis par la réglementation :

- Arrêtés municipaux et/ou préfectoraux
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 modifiant le Code de l'Environnement : article L 571-18
- Articles R 1334-32 à R 1334-36 du Code du Travail.
- Charte Chantier Propre

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, les bruits de chantier, même maintenus dans les limites minimales entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions voisines existantes, il pourrait être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

Ces dispositions seraient implicitement comprises dans les prix de marché.

#### 4.15. Garanties du matériel

Tout le matériel présent sur le site devra avoir subi et être à jour de tous les contrôles techniques et épreuves réglementaires.

Les procès-verbaux, comptes rendus d'épreuve et certificats d'entretien seront présents sur le chantier et pourront être exigés par le maître d'œuvre à tout moment.

De plus, l'ensemble du matériel, cantonnements, véhicules, engins de chantier seront assurés, notamment contre le vandalisme et l'incendie.

#### 4.16. Réunion de chantier

Les réunions de chantier sont fixées hebdomadairement par le Maître d'Œuvre et sur demande de celui-ci à tout moment en fonction de l'avancement des travaux, y compris période de préparation.

Toutes les dispositions des procès-verbaux de réunion prises dans le cadre du marché sont contractuelles, l'Entrepreneur devra se conformer aux stipulations arrêtées.

Un délai de cinq jours est consenti pour approbation ou observation sur les comptes rendus de réunion de chantier.

Compte tenu de la technicité de l'opération, le Titulaire devra mandater un conducteur de travaux avec une forte expérience qui devra être présent à toutes les réunions de chantier.

Ce dernier aura le pouvoir d'engager son entreprise ou le groupement et sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Œuvre.

Parallèlement, un chef de chantier également expérimenté devra être présent sur site tous les jours ouvrés, de la date de délivrance de l'ordre de service jusqu'à la date de réception.

#### 4.17. Documents présents dans les bureaux de chantier

Le Titulaire devra mettre à disposition l'ensemble des documents nécessaires à d'éventuels contrôles, de quelques natures que ce soit, et notamment les documents suivants :

- Le mode opératoire SS4 ;
- Les notifications de déclaration de travaux à l'inspection du travail, à la CARSAT, à l'OPPBTP ;
- Les rapports de repérage des matériaux contenant de l'amiante dans leur dernière version, y compris les compléments qui auraient pu être demandés ;
- Le planning d'intervention détaillé ;
- Le registre de gardiennage et surveillance du chantier ;
- Les PV de vérifications des installations de chantier (installation électriques, échafaudages, etc..) ;
- La liste des intervenants sur le site, accompagnée des aptitudes médicales, certificats de formation, AIPR, autorisations de conduites et des attestations CACES, etc.. ;
- La liste et certificats de conformité des principaux matériels techniques employés sur le chantier ;
- Les documents émis par la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, ou coordination sécurité ;
- Le registre des contrôles (auto-contrôles, mesures d'empoussièrement, etc.. ;
- Le registre de suivi des déchets retraçant dans l'ordre chronologique les opérations relatives à la gestion des déchets.

Tout document nécessaire à l'exécution du chantier devra être diffusé au maître d'œuvre.

## 5. Travaux préparatoires

### 5.1. Période de préparation

Le titulaire dispose d'une période de préparation au cours de laquelle il doit fournir au maître d'ouvrage les plans et procédures d'exécution, et d'une manière générale, tout document préparatoire à l'exécution de la prestation. Ces documents seront soumis au visa du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, et des services administratifs compétents, chacun pour ce qui le concerne.

### 5.2. Modes opératoires

Dès la réception de l'OS de préparation de chantier, le Titulaire dispose d'un délai d'une semaine pour établir son mode opératoire SS4.

Les documents d'exécution sont soumis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour examen et observations s'il y a lieu.

Après approbation (cette approbation ne diminuerait en rien la responsabilité du Titulaire, en ce qui concerne la tenue et les aspects qualitatifs de la réalisation), et reprise du document si nécessaire, le Titulaire transmet le mode opératoire aux organismes de prévention.

### **5.3. Installations de chantier**

#### **5.3.1. Clôture de chantier, isolement des zones travaux, signalisation, balisage**

Le Titulaire prévoit l'organisation et les moyens nécessaires garantissant d'isoler totalement les zones d'intervention en assurant la sécurité des intervenants de l'établissement, et celle des intervenants des autres lots.

Le Titulaire met en place ses propres clôtures de sorte à délimiter ses zones d'intervention. Ces clôtures sont déplacées voire complétées en fonction des besoins de l'entreprise et dans le respect de l'occupation du site.

Il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les zones d'intervention soit rendues totalement inaccessibles à toute personne étrangère à l'opération.

Ils devront être maintenues en état pendant toute la durée des travaux jusqu'à la fin des travaux et démontées pour la restitution de la zone concernée.

Des panneaux explicites et réglementaires seront apposés pour en interdire l'accès aux personnes non autorisées, et signaler les risques du chantier.

#### **5.3.2. Installation électrique**

Les points d'alimentation électrique seront mis à disposition du Titulaire par le maître d'ouvrage.

En cas de besoin, le Titulaire pourra installer des coffrets de chantier. Un disjoncteur différentiel 30mA en tête devra être obligatoirement installé.

Les installations électriques de chantier propres aux travaux sont conçues conformément aux articles R4215-3 à R4415-17 du Code du Travail.

Le Titulaire devra faire effectuer un contrôle des installations électriques par un organisme agréé. Tous les frais de contrôle pour la vérification de la conformité aux normes de l'installation, sont à la charge de l'entrepreneur.

#### **5.3.3. Installation d'eau**

Les points d'alimentation en eau seront mis à disposition du Titulaire par le maître d'ouvrage.

En cas de besoin, les raccordements seront à la charge du Titulaire. Aucune démarche d'installation en eau ne sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

Le matériel et les équipements utilisés par le Titulaire devront être parfaitement étanches en tous points et notamment sur tous les raccordements. Le Titulaire assurera la fermeture des vannes à chaque fin de journée.

#### **5.3.4. Zones de stockage**

Le Titulaire aura en charge la mise en place et le repli des zones de stockage (de déchets et de matériels/consommables).

Les zones de stockage temporaire des déchets seront délimitées physiquement, fermées et identifiées (affichages). L'enceinte de stockage des déchets sera clôturée par des barrières pleines de 2m de haut minimum avec brise vue. Ces grilles devront être menottées et cadénassées.

Dans le cas où cette zone de stockage temporaire des déchets amiantés se trouve à l'intérieur du bâtiment, le Titulaire devra protéger les murs et sols par une peau de polyane afin de se prémunir d'une pollution accidentelle. A l'issue des travaux, cette zone sera dépolluée par aspiration et lavage après le retrait des polyanes. Une mesure d'empoussièrement, en META, sera réalisée par le Titulaire avant restitution de la zone. Les couts relatifs à ces prestations seront inclus dans l'offre remise par le Titulaire.

### 5.3.5. Moyens d'accès, échafaudages/platelages

Le Titulaire doit dans le cadre de ses travaux tous les moyens d'accès conformes et sécurisés qui s'imposent pour assurer les travaux.

Les échafaudages montés sur le chantier devront répondre, en tous points, aux articles du code du travail, décrets, arrêtés, circulaires, recommandations et normes en vigueur.

Le Titulaire fournira, pour chaque échafaudage installé, les notes de calcul correspondantes.

Un registre des échafaudages utilisés sur le chantier intégrant la référence, la localisation, les dates de montage et démontage, l'identification des sous-traitants éventuels, les modifications réalisées avec dates et types, la réalisation des vérifications réglementaires est mise à jour en permanence et tenu sur le chantier.

Le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la décontamination du matériel à l'issue des travaux.

Les ouvrages comprennent :

- La fourniture, livraison, montage des échafaudages,
- La location des équipements nécessaires pour la durée totale des travaux,
- La dépose et l'enlèvement du matériel.

## 6. Généralités travaux amiante

Les prescriptions techniques du présent CCTP constituent des obligations contractuelles s'ajoutant aux obligations réglementaires et normatives. Elles sont définies par le maître d'œuvre et ont pour objectif d'intégrer en toute sécurité les travaux objet du marché.

C'est pourquoi certaines de ces prescriptions peuvent s'avérer plus contraignantes que le seul respect de la réglementation.

Le Titulaire fera sa propre analyse des risques pour les interventions sur les MPCA. Si les organismes de prévention imposent des contraintes supplémentaires à celles envisagées par le Titulaire, ce dernier doit s'y conformer et ne pourra demander en aucun cas une plus-value au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire du présent marché doit impérativement mettre en œuvre les mesures visant à réduire au maximum et en permanence l'empoussièrement lors de ses interventions.

De manière générale, les travaux susceptibles d'emmêtrer des fibres d'amiante devront être conformes à la réglementation, notamment au décret n°2012-639 du 04 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante mais aussi aux arrêtés du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection



individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante et du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante, à l'instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015, etc...

Le Titulaire doit respecter l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'intervention sur des MPCA, des normes et des directives de L'INRS.

Les travaux comprendront :

- Mise en place des moyens de protection collective suivant le niveau d'empoussièrement retenu, y compris tout type de structure/équipement à mettre en œuvre pour l'accessibilité de la zone à traiter ;
- La réalisation des points d'arrêt et autocontrôles ;
- La réalisation des éventuels chantiers tests nécessaires à l'acceptation des méthodologies ;
- La mise en œuvre des travaux décrits dans le présent CCTP, y compris le conditionnement et l'évacuation de l'ensemble des déchets générés par la prestation, ainsi que la décontamination de tous les matériels et produits utilisés ;
- La réalisation des mesures d'empoussièrement réglementaires et de l'ensemble de la métrologie définie par le laboratoire accrédité, ainsi que les mesures MEST sur les eaux de rejet ;
- Le nettoyage final ;
- L'évacuation et l'élimination filières adaptées de tous les déchets résultant des travaux ;
- La transmission d'un Rapport de Fin de Travaux.
- Et de façon générale toute prescription réglementaire.

## **6.1. Travaux préparatoires, protections collectives et protections individuelles**

### **6.1.1. Signalisation et conditions d'accès**

Le Titulaire prend toutes mesures appropriées pour que les zones dédiées à l'opération soient signalées et inaccessibles à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

Cette signalétique mentionne notamment le niveau d'empoussièrement estimé des opérations réalisées et les équipements de protection individuelle obligatoires.

### **6.1.2. Mise en place des moyens de protection collective**

La mise en place des équipements de protections collectives devra s'effectuer, dans le cadre prévu par les exigences réglementaires, selon les résultats de l'évaluation des risques réalisée pour chaque situation de travail et selon la pénibilité de la tâche à réaliser.

### **6.1.3. Equipements de protection individuelle**

Le choix des équipements de protection individuelle devra s'effectuer, dans le cadre prévu par les exigences réglementaires, selon les résultats de l'évaluation des risques réalisée par le Titulaire pour chaque situation de travail et selon la pénibilité de la tâche à réaliser.

Les équipements de protection respiratoire sont adaptés aux différentes phases de chantier et dépendent directement de l'analyse des risques établie par le Titulaire.

Le Titulaire est garant de la mise en œuvre, du contrôle et du respect par ses employés des consignes de sécurité, d'habillement et notamment à l'entrée et à la sortie des sas.

## 6.2. Métrologie amiante

Afin de contrôler la qualité de l'air et l'absence de pollution, des mesures de surveillance seront mises en œuvre pendant toute la durée du chantier.

Ces mesures seront réalisées par un organisme accrédité par le COFRAC et indépendant des différents acteurs du chantier.

Les résultats des contrôles seront consignés dans le classeur de chantier, et devront être communiqués maître d'œuvre dès réception des rapports.

La communication des résultats à la maîtrise d'œuvre devra être réalisée dans un délai inférieur à 24H à réception des PV d'analyse avec la fourniture d'un rapport d'essai.

### 6.2.1. Mesures d'empoussièrement environnementales

Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents.

Les résultats de ces mesures permettront de vérifier le respect de la valeur fixée par la réglementation en vigueur.

Tout dépassement du seuil de 5 f/L dans l'environnement extérieur de la zone traitée ou à l'intérieur de la zone qui n'est pas confinée, entraînera obligatoirement un arrêt immédiat des travaux par le Titulaire et la prise d'actions correctives visant à faire redescendre le taux de pollution en dessous de ce seuil.

Le Titulaire devra en informer sans délai le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et appliquer les dispositions d'information du préfet (Code du Travail R 4412-124) dont la partie traitant des actions correctives.

En complément des mesures d'empoussièrement, des analyses d'effluents, type M.E.S. selon la norme NF EN 872 (seuil de 30 mg/litre) seront réalisées en sortie des unités filtrantes de douche pour vérifier leur bon fonctionnement.

### 6.2.2. Mesures de contrôle de l'exposition des travailleurs

Pour chaque processus mis en œuvre, le Titulaire organise et planifie la surveillance de l'exposition des opérateurs afin de s'assurer du respect de la VLEP.

Le dépassement du niveau d'empoussièrement estimé doit entraîner l'arrêt des opérations et la mise en place de mesures correctives immédiates pour la protection des opérateurs et de l'environnement.

Le cas échéant, Le Titulaire devra informer sans délai le maître d'œuvre après la constatation de l'incident, en précisant les travaux en cours de réalisation au moment de l'incident, les actions correctives mises en œuvre immédiatement et l'organisation retenue pour la poursuite des opérations.

### 6.2.3. Mesures d'empoussièrement réalisées par le maître d'ouvrage

S'il le juge nécessaire, le maître d'ouvrage contractera directement avec un laboratoire accrédité pour réaliser, pendant la durée du chantier, des contrôles contradictoires qui dans tous les cas primeront sur les résultats d'analyse donnés par le laboratoire du Titulaire.

## 7. Gestion des déchets

Le Titulaire a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de ses déchets.

Le Titulaire la réglementation en vigueur concernant l'élimination de tous les types de déchets et l'ensemble des activités qui s'y rapportent (collecte, transport, stockage, tri, traitement, etc..).

### 7.1. Gestion des déchets dangereux

Les déchets de toute nature contenant ou susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage. Les déchets pouvant être décontaminés devront l'être et seront évacués dans la filière adéquate.

Les prestations comprennent :

- Le tri des déchets en fonction des catégories,
- Le ramassage des déchets au fur et à mesure de leur production,
- Le conditionnement de chaque type de déchets et l'étiquetage réglementaire,
- La manutention des déchets conditionnés des zones de travaux vers l'aire de stockage aménagée à cet effet,
- L'évacuation des déchets vers les sites de stockage adaptés à chaque catégorie aussitôt que possible dès que le volume le justifie,
- La gestion administrative des déchets (CAP, BSD, BSDA),
- Le suivi qualité de l'ensemble des documents nécessaire à la conformité de la gestion des déchets.

En toutes circonstances, le Titulaire demeure seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de l'ensemble de la gestion des déchets même si certaines opérations sont effectuées par des prestataires désignés, après leur agrément par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des déchets de confinements (polyanes, tasseaux, etc.) et autres éléments de protections collectives pollués par l'amiante sont de la responsabilité du Titulaire, au même titre que les EPI pollués.

Les BSDA sont donc à établir au nom de l'entreprise.

Le Titulaire devra désigner un responsable pour le suivi qualitatif, qui se chargera de vérifier et d'inspecter le bon conditionnement, la décontamination ainsi que le respect des critères qualité (mauvaise taille du colis, mauvais étiquetage, etc..).

#### 7.1.1. Traçabilité et suivi

Le Titulaire devra effectuer les demandes d'autorisation préalable du gestionnaire de la décharge. Ces autorisations doivent être obtenues avant le démarrage des travaux.

Depuis le 01/01/2022 le Titulaire devra se référer aux dispositions du décret 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité de déchets dangereux (TRACKDECHETS).

Le Titulaire établira en ligne les BSD sur la plateforme TRACKDECHETS et préviendra la Maîtrise d'œuvre dépollution afin que ces documents puissent être visés. Le maître d'œuvre sera tenu informé en permanence des actions menées par le Titulaire sur la plateforme TRACKDECHETS.

Les BSD seront complétés au fur et mesure sur la plateforme TRACKDECHETS par les différents intervenants.

#### 7.1.2. Stockage temporaire

Une aire de stockage des déchets amiante dédiée sera prévue sur le site. Elle sera identifiée, clôturée et fermée. L'évacuation des déchets se fera de manière régulière.

En cas de travaux sur site occupé, les déchets seront évacués en horaires décalés vers la zone de stockage des déchets afin de se prémunir contre toute coactivité lors de cette phase.

Le décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante précise la nature de l'étiquetage. Le Titulaire devra s'y conformer de manière irrévocable.

### 7.1.3. Transport

Le transport doit être réalisé suivant la législation en vigueur notamment dans le respect du Code du Travail et du Code de l'Environnement.

Les déchets doivent être accompagnés de leur bordereau de suivi de déchets (BSDA/BSD) et de leur CAP. Le Titulaire émettra et assurera la gestion d'un bordereau de suivi des déchets à chaque envoi.

Le Titulaire devra l'évacuation des déchets vers le centre de traitement le plus proche du chantier conformément à l'article L541-1 du Code de l'Environnement.

Il diffusera de manière hebdomadaire un tableau récapitulatif précisant les quantités et la nature des déchets évacués, les références des CAP, les quantités de déchets évacués, les numéros de BSD.

### 7.1.4. Elimination des déchets

**Déchets amiantés : Le mode de traitement des déchets amiantés retenu pour cette opération est l'enfouissement.**

## 8. Restitution du site

### 8.1. Réception des travaux

Un nettoyage général du chantier sera assuré pour éliminer tous les déchets issus des travaux.

Toutes dégradations causées par l'entreprise titulaire du marché sur les ouvrages ou parties d'ouvrages du site devront faire l'objet d'une remise en état à neuf par le Titulaire, à ses frais.

La réception des travaux ne sera prononcée qu'une fois l'ensemble de chacune des zones ait été libérées, toutes les mesures d'empoussièrement transmises, tous les déchets évacués, tous les équipements et matériels du Titulaire évacués, le chantier nettoyé dans son ensemble.

La visite des lieux sera effectuée par le maître d'ouvrage ou son représentant, le maître d'œuvre dépollution et en présence du responsable de l'entreprise.

Un procès-verbal sera établi par le maître d'œuvre et signé par l'ensemble des parties.

Le Titulaire procédera immédiatement aux levées des réserves éventuelles. Le maître d'œuvre se réserve la possibilité d'en contrôler l'exécution. Pour information, il subsistera systématiquement la réserve afférente à la réception et au contrôle du RFT.

## 8.2. Rapport de fin de travaux

En fin de chantier, le Titulaire devra remettre un Rapport de Fin de Travaux (RFT).

Ce dossier comportera :

- Le mode opératoire SS4 ;
- Les rapports de repérage avant travaux ;
- La stratégie d'échantillonnage et les résultats des mesures d'empoussièrement ;
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets (CAP) ;
- Les bordereaux de suivi de déchets amiantés ;
- Les fiches techniques des matériaux ;
- Le PV de réception des travaux.

La réception définitive du chantier ne sera prononcée qu'après que le RFT ait été déclaré complet et conforme par le Maître d'œuvre qui prononcera alors la levée de réserve.

## 9. Acceptation du CCTP

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations exigées pour la réalisation des travaux décrits au présent CCTP.

Le Titulaire s'engage à prévoir tous les moyens nécessaires au parfait accomplissement des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Titulaire atteste avoir effectué, en présence de la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, une visite du site, avoir pleinement conscience des objectifs à atteindre, des risques et contraintes de celui-ci, et ne pourra pas arguer de sa méconnaissance du site pour demander des contreparties financières.

Société :

Représentée par :

Date et Signature (précédée de la mention « Lu et approuvé ») :